

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 47 du 05.03 au 08.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Manlio Dinucci : Libye un an après : mémoire courte.

AFP : Libye: les Toubous appellent l'ONU à faire cesser le "nettoyage ethnique".

1 Lutte pour la libération du territoire

Sur le terrain

[IRIB : 8 morts dans le Sud.](#)

2 Des Canons ... pas du beurre

Christophe Ayad : Sud libyen : combats meurtriers entre Toubou et Arabes

[Guillaume Thibault : Poursuite des combats dans le sud de la Libye.](#)

A Sebha, les victimes se compteraient par dizaines parmi les Libyens d'origine africaine. |

3 Des Canons ... pas du beurre

Otan

3-1 Ali EL HADJ TAHAR : OTAN: 150 000 morts en Libye. A qui le tour ?

4 Europe

1 France

4-1 Louis Denghien : Les Libyens n'ont pas fini de dire merci au binôme Sarkozy-Juppé.

4-2 Mediapart : Quand Kadhafi finançait la campagne de Sarkozy via la Suisse.

2 Russie

IRIB : Moscou et Pékin : [Les tactiques de l'Otan constituent une violation des résolutions onusiennes.](#)

[La Russie soutient l'enquête sur les crimes de l'Otan.](#)

Tiré à part

Manlio Dinucci : Libye un an après : mémoire courte.

Un des effets des armes de distraction de masse est d'effacer la mémoire de faits même récents, en en faisant perdre la trace. Ainsi est passé sous silence le fait qu'il y a un an, le 19 mars, commençait le bombardement aéronaval de la Libye, formellement « pour protéger les civils ». En sept mois l'aviation Usa/OTAN effectuait 30mille missions dont 10mille d'attaque, en utilisant plus de 40mille bombes et missiles. En outre étaient infiltrées en Libye des forces spéciales, dont des milliers de commandos qataris facilement camouflables. Et on finançait et armait les secteurs tribaux hostiles au gouvernement

de Tripoli ainsi que des groupes islamistes, qualifiés de terroristes quelques mois auparavant seulement. L'opération dans sa totalité, a précisé l'ambassadeur étasunien auprès de l'OTAN, a été dirigée par les Etats-Unis : par l'intermédiaire d'abord du Commandement Africa, puis par l'intermédiaire de l'OTAN sous commandement Usa. On a ainsi démoli l'état libyen et assassiné Kadhafi lui-même, en attribuant l'entreprise à une « révolution inspiratrice » - comme l'a définie le secrétaire à la défense Panetta- que les Usa sont fiers d'avoir soutenue, en créant « une alliance sans égale contre la tyrannie et pour la liberté ». On en voit maintenant les résultats. L'état unitaire se désagrège. La Cyrénaïque -où se trouvent les deux tiers du pétrole libyen- s'est autoproclamée de fait indépendante et, à sa tête, a été mis Ahmed al-Zubair al Senoussi. Choix emblématique : c'est l'arrière-petit-fils du roi Idris qui, mis sur le trône par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, leur concéda dans les années '50 et '60, bases militaires et gisements pétrolifères. Privilèges effacés quand le roi Idris fût déposé en 1969. L'arrière-petit-fils ne manquera pas de les leur rendre. Le Fezzan aussi, où se trouvent d'autres importants gisements, veut être indépendant. Il ne resterait à la Tripolitaine que les gisements qui sont devant les côtes de la capitale. C'est ainsi que les grandes compagnies pétrolières, à qui la Libye de Kadhafi ne concédait que d'étroites marges de gain, pourront obtenir des conditions optimales de la part des chefs locaux, en faisant jouer l'opposition de l'un contre l'autre. Le leader du CNT Abdel Jalil parle de « conspiration » et menace de faire « usage de la force », mais ce n'est pas un champion de l'indépendance libyenne : il est convaincu que la période du colonialisme italien fût pour la Libye « une ère de développement ». En attendant le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge d'une autre année sa « mission d'appui en Libye », en se félicitant des « développements positifs » qui « améliorent les perspectives d'un avenir démocratique, pacifique et prospère ». Il ne peut toutefois pas éviter d'exprimer sa « préoccupation » pour « les continuelles détentions illégales, tortures et exécutions extrajudiciaires ». Œuvre des milices armées, alimentées par la politique du « diviser pour régner » du nouvel empire. Milices armées utilisées pour allumer d'autres foyers de guerre dans d'autres pays, comme le montre le fait qu'à Tripoli se trouve un camp d'entraînement des « rebelles syriens ».

En Libye les premières victimes sont les immigrés de l'Afrique subsaharienne qui, persécutés, sont obligés de s'enfuir. Rien qu'au Niger, 200-250 mille sont rentrés, en perdant ainsi la source de revenus qui entretenait des millions de personnes. Nombre d'entre eux, poussés par le désespoir, tentent la traversée de la Méditerranée vers l'Europe. Ceux qui y perdent la vie, comme les cinq derniers naufragés ensevelis à Lampedusa, sont eux aussi des victimes de la guerre qui a commencé il y a un an. Dont, désormais, on a perdu la mémoire.

Manlio Dinucci :

Edition de mardi 20 mars 2012 de *il manifesto*

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120320/manip2pg/14/manip2pz/319871/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Source : Marie-Ange Patrizio

AFP : Libye: les Toubous appellent l'ONU à faire cesser le "nettoyage ethnique".

Le dirigeant des Toubous en Libye, Issa Abdelmajid Mansour, a fait état vendredi de nouveaux combats au sud de la ville libyenne de Sebha (sud), appelant les Nations unies et l'Union européenne à intervenir pour arrêter ce qu'il qualifie de "nettoyage ethnique des Toubous".

"Nous demandons de l'ONU et de l'Union européenne d'intervenir pour faire cesser le nettoyage ethnique des Toubous", a déclaré cet ex-opposant au régime de Mouammar Kadhafi, qui avait brandi récemment la menace séparatiste dans une déclaration à l'AFP.

Les combats qui opposaient depuis lundi des Toubous à des tribus arabes à Sebha ont fait 70 morts et 150 blessés, selon un bilan du gouvernement arrêté mercredi soir. Selon une source hospitalière, au moins huit personnes ont été tuées jeudi et sept autres corps ont été retrouvés.

M. Abdelmajid Mansour a accusé vendredi les tribus arabes de Sebha d'avoir bombardé une centrale électrique alimentant plusieurs régions du sud, comme Qatroun et Morzouk, considérées comme des fiefs des Toubous. Les télécommunications ont été également coupées, a-t-il ajouté, faisant état de "plusieurs" personnes tuées vendredi parmi les membres de sa tribu.

Le chef de la sécurité nationale de la ville, Mohamed al-Ahwal, a confirmé le bombardement de la centrale, à la chaîne de télévision libyenne Libya Al-Ahrar.

Il a ajouté qu'une trêve de 24 heures, décidée la veille a été rompue à 11H30 (09H30 GMT), après que l'accord a été rejeté par les combattants des deux côtés. "Les combats violents ont repris depuis", a-t-il affirmé.

Selon Ridha Issa, membre d'une commission de réconciliation, la trêve a été rompue par les tribus de Sebha qui ont bombardé le quartier Tayouri des Toubous à l'artillerie lourde.

Des combattants de Sebha ont refusé par ailleurs de se retirer de la région de Ghodwa à 20 km au sud de Sebha, qui sépare des positions des Toubous et celles des tribus arabes, et de laisser la place à des "forces neutres" venues du Nord pur s'interposer entre les deux parties du conflit, a ajouté M. Issa.

Selon Suleimane Khalifa, un responsable local, "les combats sont quasi arrêtés" dans la ville, ajoutant que les forces des tribus arabes se sont dirigées vers le sud, entre Sebha et Morzouk.

L'Union européenne avait exprimé jeudi son inquiétude quant à la situation à Sebha, appelant "toutes les parties impliquées dans le conflit à la retenue".

Dans un déclaration, l'UE "exhorte le gouvernement à redoubler d'efforts pour que les parties impliquées déposent les armes et à assurer que les blessés puissent être soignés. Elle demande à ce que le calme revienne au plus vite à Sebha".

Les Toubous, à la peau noire, qui vivent à cheval sur la Libye, le nord du Tchad et du Niger, sont impliqués depuis février dans des affrontements meurtriers avec des tribus locales du sud de la Libye, notamment à Koufra et Sebha.

Ils sont accusés par les autres tribus de compter dans leurs rangs des combattants étrangers, notamment tchadiens.

(AFP) –

30 mars 2012

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5joGIXdH3AEvHLrbkunDTROTuLYcw?docId=CNG.71c0e9070c0a7cf536848bd9d5309b4a.811>

1 Lutte pour la libération du territoire

Sur le terrain

IRIB : 8 morts dans le Sud.

Au moins 8 personnes ont été tuées dans de nouveaux affrontements tribaux dans la ville de Sebha, dans le Sud de la Libye, a annoncé une source médicale. En raison de l'escalade des affrontements entre les toubous et les tribus arabes, la situation dans cette région s'est empirée et au moins 8 corps ont été transférés jeudi dans l'après-midi à l'hôpital, a annoncé un médecin de cet hôpital. Selon le bilan établi par le gouvernement libyen, les affrontements déclenchés depuis lundi entre les toubous et les tribus arabes dans la zone Sebha ont laissé jusqu'à présent 90 morts et 150 blessés. Le Porte-parole du conseil national de transition (CNT) libyen a déclaré, lors d'une conférence de presse que la situation dans la ville est calme. Il a, également, indiqué qu'un accord de cessez-le-feu serait conclu prochainement. Un groupe de criminels, éventuellement les mercenaires de l'ancien régime sont à l'origine de ces affrontements, selon un responsable sécuritaire de Sebha.

30/03/2012

IRIB

Aloufok : Au moins 14 morts dans des affrontements armés à l'ouest.

Au moins quatorze personnes ont été tuées et 80 autres blessées lundi et mardi dans des affrontements entre des groupes armés de Zouara et d'autres villes à l'ouest de Tripoli, selon un bilan du Conseil national de transition (CNT), au pouvoir en Libye.

"Le nombre des victimes a atteint 4 morts et 35 blessés pour la ville de Zouara, et 10 morts et 45 blessés du côté de Jamil et Regdaline", villes situées à une centaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, selon un communiqué du CNT publié sur internet.

Un médecin, Jawher Belkhir, a fait état quant à lui d'un bilan de 5 morts et 42 blessés dans la ville de Zouara.

Dans son communiqué, le CNT a indiqué que les combats continuaient dans cette région, située à une soixantaine de kilomètres des frontières tunisiennes.

Le CNT a ajouté avoir envoyé des délégations dans la région "pour calmer la situation et résoudre le

problème", précisant que les hostilités avaient commencé quand des ex-rebelles de Zouara avaient été arrêtés lors de leur passage dans la ville de Jamil.

Après une intervention du CNT, ces ex-rebelles ont été libérés et un accord a été trouvé entre les deux parties pour mettre fin au différend.

Mais peu après, des ex-rebelles de Zouara ont relancé les hostilités, selon le Conseil.

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre dernier, la tension est palpable entre Zouara, dont les habitants sont d'origine amazighe, et les villes environnantes de Jamil et Regdaline, accusées d'avoir soutenu le régime durant la révolution libyenne, de février à octobre 2011.

Plus tôt, le représentant de la ville de Zouara au CNT, Othman Ben Sassi, avait décrit la situation dans la ville comme "critique".

"Il y a des bombardements à la roquette depuis les villes de Regdaline et Jamil. Il y a eu au moins quatre morts aujourd'hui, mais le nombre pourrait être plus important", a-t-il indiqué à l'AFP.

Le ministre libyen de l'Intérieur Fawzi Abdelali avait fait état de son côté d'"efforts pour mettre fin au conflit".

"Nous avons envoyé une force de 200 membres du ministère de l'Intérieur dans la région", a-t-il dit, appelant les deux parties à la "retenue".

Ces affrontements interviennent après des combats meurtriers entre tribus à Sebha, dans le sud de la Libye, qui ont fait la semaine dernière plus de 147 morts et 395 blessés. Le gouvernement est parvenu vendredi à imposer un cessez-le-feu.

Depuis octobre, les nouvelles autorités peinent à contrôler les dizaines de brigades d'ex-rebelles ayant combattu les forces de Kadhafi, qui continuent de faire la loi dans le pays.

Des tribus et habitants de plusieurs régions se sont servis dans l'arsenal militaire hérité de Mouammar Kadhafi, et n'hésitent pas à recourir aux armes au moindre conflit d'intérêts.

03-04

<http://www.aloufok.net/spip.php?article7123>

2 Des Canons ... pas du beurre

Christophe Ayad : Sud libyen : combats meurtriers entre Toubou et Arabes

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

A Sebha, les victimes se compteraient par dizaines parmi les Libyens d'origine africaine. |

REUTERS/ANIS MILI

Combien de morts ont causé les affrontements intertribaux qui ensanglantent le sud de la [Libye](#) depuis le 26 mars ? Plus de 70, de source gouvernementale à Tripoli ; de 20 à 30, selon une source diplomatique française ; près de 400, prétend une source proche des Toubou, des Libyens d'origine africaine pris pour cible par des tribus arabes dans la ville de Sebha, à un millier de kilomètres au sud de Tripoli. Impossible pour l'instant de vérifier ces chiffres de manière indépendante et crédible.

Malgré l'annonce d'un cessez-le-feu mercredi 28 mars, des combats seraient encore en cours dans la principale ville du Sud libyen. Les Toubou dénoncent le nettoyage ethnique au cours duquel plusieurs centaines d'habitations ont été incendiées et plusieurs milliers de civils contraints de [fuir](#). *"Nos quartiers sont assiégés et nos maisons détruites, affirme Jomode Ely Getty, le représentant des Toubou en [France](#). On tue nos hommes, nos femmes, nos enfants. C'est un génocide."* Le terme est probablement exagéré, mais les [scènes](#) de pogroms en cours sont un signe de plus des féroces luttes d'influence à l'oeuvre dans la [Libye](#) post-Kadhafi et de l'incapacité du gouvernement central à [faire](#) régner la sécurité et à régler les différends alors que le trafic d'armes prospère.

Tout a débuté le 26 mars par l'assassinat du dirigeant toubou [Ahmat Ely](#) Galmaï et de deux de ses adjoints lors d'une réunion tendue de chefs de milice dans l'ancien palais du peuple de Sebha. Les agresseurs seraient des Arabes affiliés à la tribu des [Ouled Souleimane](#). Le partage du "budget sécurité", de 10 millions de dinars (6 millions d'euros), semble être la cause initiale des affrontements, ainsi que le contrôle des frontières, source de lucratifs trafics.

De décembre 2011 à février, les tribus arabes Zwaï et les Toubou se sont affrontés dans l'oasis de Koufra, dans l'extrême sud-est du pays, pour le contrôle des routes qui mènent au [Soudan](#) et au [Tchad](#). Mais à Sebha, les heurts ont vite pris une tournure [politique](#). Les Toubou, qui ont annoncé jeudi la

formation d'un gouvernement du Sud libyen sous la houlette d'Alachi Mehdi, menacent de [saboter](#) un pipeline et de [faire](#) appel à leurs frères du Tchad et du [Niger](#).

RESSOURCES PÉTROLIÈRES

La chute du colonel Kadhafi a rebattu les cartes de l'équilibre tribal en Libye. Les tribus dites "africaines" comme les Toubou et les Touareg demandent une meilleure reconnaissance de leurs droits et de leur identité. Au sein des tribus arabes, les perdants de l'ère Kadhafi remettent en cause la domination des Kadhafis et des Magarha, proches de l'ancien régime. Enfin, les Arabes reprochent aux Africains d'[avoir](#) travaillé pour le Guide, qui avait recruté des mercenaires touareg et africains lors de la guerre civile de mars à octobre 2011.

Ainsi, la région d'Oubari, près de la frontière algérienne, est le théâtre d'affrontements peu médiatisés entre tribus touareg, dont c'est le territoire, et les [Arabes de Zenten](#), fers de lance de la révolution. A terme, le risque est qu'Africains et Arabes s'affrontent sur une base raciale, comme au Darfour soudanais.

Sebha, où toutes ces communautés sont présentes, est l'objet de convoitises. En cas de retour à un système fédéral, la ville serait appelée à [redevenir](#) la capitale d'une immense province du Sud, le Fezzan, riche en ressources pétrolières, gazières et aquifères. Les tribus arabes, en particulier les Ouled Souleimane, ambitionnent de [prendre](#) la tête d'un tel ensemble.

En revanche, les Toubou ainsi que les Touareg voudraient [conserver](#) l'ancien découpage administratif, en départements, qui leur permettrait de [rester](#) maîtres dans leur fief, Oubari pour les Touareg et Mourzouk pour les Toubou.

Christophe Ayad

Christophe Ayad - LE MONDE

31-03-2012

01.04.2012 à 13h02

http://www.lemonde.fr/libye/article/2012/03/31/sud-libyen-combats-meurtriers-entre-toubou-et-arabes_1678606_1496980.html

[Guillaume Thibault : Poursuite des combats dans le sud de la Libye.](#)

Vendredi 30 mars 2012

Les combats intertribaux dans le sud de la Libye ont fait au moins soixante-dix morts et plus de cent blessés. Les Toubous et la tribu arabe des Ouled Slimane s'affrontent depuis ce lundi à Sebha dans le sud libyen, à environ 700 kilomètres de Tripoli. Depuis la chute du régime Kadhafi, la situation ne fait que s'envenimer alors que les Toubous menacent désormais de demander leur autonomie.

Vous entendez ? Ils nous attaquent, c'est une offensive terrestre

[Écouter \(00:36\)](#)

30/03/2012 par Guillaume Thibault

Difficile d'estimer leur nombre. Les Toubous, ceux qui habitent le Tibesti en langue kanembou, vivent dans cet immense massif au nord du Tchad, dans l'est du Niger et les oasis du sud libyen de Koufra et de Seb'Ha.

Pour la chercheuse Monique Brandy, qui a effectué son premier périple dans la zone il y a cinquante ans, le manque d'autorité et les différences culturelles entre Arabes et Toubous expliquent les troubles actuels.

« Pendant tout le temps de Kadhafi, il y avait des conflits, des accrochages. Là, il n'y a pas une autorité globale du pays. Chacun essaie de s'en approprier une partie ».

Contrairement aux Touaregs, les Toubous ne dépendent pas d'un chef et chaque famille est donc en droit de prendre ses propres décisions, explique Catherine Baroin, chercheuse au CNRS.

« Il y a des problèmes à l'heure actuelle en Libye, mais il y en a eu dans le nord du Tchad pendant plusieurs décennies. Il y en a eu avant la colonisation. On est toujours sur le qui-vive en pays toubou. Ils sont beaucoup plus autonomes, mais assujettis à la volonté d'un chef. Même si apparemment, les Toubous sont derrière un chef en Libye, ça ne veut pas dire que cela représente une autorité susceptible de durer sur le long terme ».

Le chef toubou de Seb'ha, Issa Abdelmajid Mansour qui dénonce un plan de nettoyage ethnique visant sa tribu, brandit la menace séparatiste.

Transmis par :Olivier MONTULET

« Vous ne direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui m'emplit d'espoir »

écrivait Marx à Ruge en mai 1843

Olivier MONTULET : *Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement. Seuls les textes signés de ma plume sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir. On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein) et que mon nom soit cité*

A Sebha, les victimes se compteraient par dizaines parmi les Libyens d'origine africaine. |

Manifestation contre les milices à Benghazi

07-04-

Reuters Trois cents personnes ont défilé vendredi à Benghazi, deuxième ville de Libye, pour réclamer la dissolution des milices formées pendant la guerre civile.

Dans le cortège se trouvaient une cinquantaine de véhicules de l'armée et de la police. "Pas de milices, pas de brigades ! une armée, un drapeau !", ont scandé les manifestants.

"Nous demandons aux groupes armés et aux milices qui occupent les camps militaires, les commissariats de police, les écoles ou toute autre propriété de l'Etat de les rendre immédiatement, sans quoi nous prendrons les mesures nécessaires pour les récupérer, même si cela suppose la force", a averti un officier de l'armée de l'air, s'adressant à la foule.

Plus de cinq mois après la mort de Mouammar Kadhafi, tué le 20 octobre 2011, le Conseil national de transition (CNT) au pouvoir peine à asseoir son autorité sur les nombreux groupes tribaux et autres milices régionales qui ont essaimé pendant la guerre civile.

La semaine dernière, des affrontements entre groupes armés ont fait près de 150 morts dans l'oasis de Sebha, au centre du pays.

REUTERS/ANIS MILI

3 Des Canons ... pas du beurre

Otan

3-1 Ali EL HADJ TAHAR : OTAN: 150 000 morts en Libye. A qui le tour ?

En Occident, toute opposition armée est combattue par l'état avec force et désignée comme terroriste : IRA, ETA, FLNC corse, ALNS corse, ANC corse, Brigades rouges, PKK turc... Pourquoi donc les terroristes qui sèment la mort en Syrie sont-ils soutenus, armés, équipés et entraînés par ce même Occident au mépris de toutes les lois internationale sur le terrorisme et sur l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays libre ? Pourquoi plusieurs pays de l'OTAN soutiennent-ils militairement et logistiquement ces mercenaires alors que la délégation de la Ligue arabe était encore sur place pour vérifier les informations relatives aux supposés massacres perpétrés par l'armée et la police syriennes ? Plusieurs médias occidentaux, dont *Le Canard Enchaîné* ⁽¹⁾, ont révélé que leurs pays ont envoyé des agents (CIA, MI6, la DGSE, BND...) pour soutenir et former les terroristes islamistes déguisés en «révolutionnaires» ou en «déserteurs.» Ces révélations ne laissent aucun doute sur les intentions de ces pays dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne veulent pas le bien de la nation arabe. Plusieurs autres informations indiquent que la Turquie sert de base arrière avant l'attaque espérée. Des reportages diffusés sur des chaînes françaises ont montré leurs journalistes accompagnés de "révolutionnaires" en armes rentrer illégalement en Syrie à partir de ce pays. Est-il normal que ces journalistes accompagnent des hommes armés qui tuent et sabotent dans un pays indépendant ? Est-il normal que ces pays envoient des militaires former des révolutionnaires ou des contre-révolutionnaires dans des pays indépendants ? Hillary Clinton, quant à elle, a trouvé normal d'exhorter ces «révolutionnaires» (que sa CIA sait bien être des terroristes salafistes) de ne pas déposer les armes, suite à la promulgation d'une loi sur le pardon et la repentance par l'état syrien et visant à ramener les égarés au droit chemin ! Elle a fait sa fetwa conjointement avec Cheikh Al Qardaoui, le nouveau laudateur du sionisme, l'homme providentiel de la fitna qui a été le premier à bénir les terroristes de l' AIS et du GIA. Après avoir prêché pour l'offensive contre la Libye de Kadhafi, aujourd'hui il joint sa voix à celle d'Hillary Clinton pour le «djihad» contre

le «régime» syrien, c'est-à-dire qu'il incite à tuer, à détruire, terroriser... Dans l'effectif de l'OTAN rien ne manque donc : pas même les imams de service ! Ne s'étonnent plus ceux qui pensent que le terrorisme islamiste est un instrument de la Maison Blanche et de l'OTAN, comme il l'a toujours été depuis longtemps et surtout depuis la guerre d'Afghanistan.

Les états impérialistes ont déjà soutenu et continuent à soutenir des dizaines de dictateurs sanguinaires comme Bokassa, Mobutu, Omar Bongo, Gnassingbé Eyadéma, ces valets du néocolonialisme qui a sucé et continue de sucer des états soumis. Ils ont installé, protégé et armé les dictatures les plus féroces, celles de Jorge Videla, responsable de la mort de 30 000 Argentins, de Pinochet, responsable de la mort de 3200 Chiliens et de 38 000 cas de torture, de François Duvalier («Papa Doc») et son fils Jean-Claude Duvalier («Baby Doc») en Haïti, du général Carlos Castillo Armas au Guatemala, puis du général Efraín Ríos Montt qui rase 440 villages et tue près de 200 000 Mayas, celle d'Anastasio Somoza, le dictateur nicaraguayen qui régna de 1936 à 1956 et auquel succédèrent ses fils Luis et Anastasio et qui ont commis plus de 97 000 crimes et engendré des dizaines de milliers de morts, celle du sinistre Franco, les colonels grecs et beaucoup d'autres criminels de guerre et d'assassins que les USA et les pays de l'OTAN ne se sont jamais cachés de soutenir. Aujourd'hui ils se découvrent soudainement des vertus altruistes à travers cette «ingérence humanitaire» qui veut cacher la nouvelle face de l'impérialisme version XXI^{ème} siècle. Aucun, vraiment aucun dictateur arabe, ni Saddam, ni Ben Ali, ni Kadhafi, ni Moubarek, n'a commis les crimes des criminels cités plus haut et protégés par les USA et leurs alliés de l'OTAN.

Par quel miracle l'impérialisme peut-il se transformer en saint et nous vouloir du bien aujourd'hui ? Ces anciens colonisateurs n'acceptent même pas la repentance pour leurs crimes en Algérie, en Tunisie, au Sénégal, au Vietnam, au Cambodge et ailleurs tout en prétendant vouloir «aider» des pays arabes à se libérer de leurs «dictateurs» ! Oui, «aider» comme ils l'ont fait en l'Irak qu'ils ont transformé en un champ de ruines ! L'Irak où ils sont responsables de la mort de deux millions de personnes ! L'Irak que leur «ingérence humanitaire» a plongé dans une crise et une désolation qui n'ont jamais existé sous Saddam, le «dictateur» qui a été pendu un jour de l'aïd ! «Aider» comme ils l'ont fait en Afghanistan, transformé en terre de pavot, de pauvreté et de terrorisme, ce virus occidental qui a défiguré les paroles d'Allah et du prophète et semé la discorde ! Produit de la CIA, le terrorisme islamiste a commencé en Afghanistan et il continue d'être leur instrument de destruction, leur arme de division, leur outil de discorde. Divides ut regnes !

Les escadrons de la mort qui opèrent en Syrie agissent comme les Contras, ces criminels aidés et financés par le CIA de Ronald Reagan et qui ont fait 30 000 morts au Nicaragua ! Tirs aveugles, bombes, kidnappings, destructions ! C'est également ainsi qu'a commencé la «révolution libyenne», avec une horde de criminels dirigés par les chefs de l'AQMI et que le CNT de la «Libye libre» d'Adel Jalil a désignés comme responsables politiques ou militaires : Abdel Hakim Belhadj, Ismael as-Salabi, Abdelhakim al-Assadi et Ali Salabi. Le plan islamiste qui a échoué en Algérie où il s'est fracassé contre la résistance de l'armée et du peuple, s'est concrétisé en Libye. Comme un fruit mûr, la Tunisie est tombée et sa «révolution» détournée par l'islamiste qui l'a peut-être concoctée. Le même plan est en train de viser la Syrie, avec les moyens du terrorisme islamiste et une coalition d'opposants, islamistes et libéraux, tous vivant à l'étranger et que ne semble réunir que leur vue commune sur la paix avec Israël et leur insistance pour une intervention de l'OTAN afin d'en découdre le plus tôt possible avec El-Assad, comme leurs alliés libyens ont fait avec Kadhafi, provoquant la mort de milliers d'innocents et la destruction de nombreuses infrastructures.

Des personnes qui demandent une ingérence militaire dans leur propre pays sont-ils des opposants ou des traîtres ? Une opposition qui ne venait qu'en touriste en Syrie est-elle représentative du peuple ? Une opposition qui est propulsée au devant de la scène internationale par une propagande sans pareille dans l'histoire de l'humanité ne peut être nationaliste et ne peut que s'inscrire dans un projet de trahison qui dépasse la seule Syrie et qui vise le monde arabe tout entier, si ce n'est le monde entier et que nous allons démonter dans cette analyse. L'opposition syrienne réellement représentative se trouve en Syrie avec le peuple et se compose de nassériens, de socialistes, libéraux, gauchistes, trotskistes et même d'islamistes nationalistes... Cette opposition refuse toute ingérence militaire étrangère et partage avec le pouvoir la vue sur la question sacrée de la Palestine, mise au-dessus de toute autre considération. El-Assad ne pouvait-il pas régler ses problèmes avec Israël à la manière de Sadate, qui a signé les accords

de Camp David le 17 septembre 1978 ou du roi Hussein de Jordanie qui a signé son traité de paix israélo-jordanien le 25 juillet 1994 ?

La Syrie n'a qu'une chose à dire : «Paix avec Tel Aviv» pour que cessent immédiatement les attaques terroristes islamistes, et Bachar deviendrait le chef d'état le plus démocratique du monde ! Le Golan syrien est occupé depuis 1967 et annexé par Israël depuis 1981 mais ni Hafidh El-Assad ni Bachar n'ont sacrifié la fierté et la dignité pour sa rétrocession. Et si l'ONU se souciait de la légalité internationale pourquoi n'exige-t-elle pas d'Israël la restitution de ce territoire dont le Conseil de Sécurité a pourtant condamné l'annexion ? Les millions de personnes qui manifestent à Damas et ailleurs contre l'ingérence étrangère et le terrorisme qui frappe leur pays attestent d'une maturité et d'une conscience que la question palestinienne est intimement liée au nationalisme qui fonde l'union et la culture de ce peuple. La culture d'Israël et de faire plier les nations par la force, et le seul état arabe qui s'oppose à cela est à Damas. Les promesses des nouveaux chefs libyens et tunisiens à Israël présagent des concessions que devront faire les pantins que l'OTAN veut installer à Damas ! C'est aussi cette trahison que refusent les Syriens qui savent que le complot est plus vaste que cela. Pourquoi cette ONU toujours si prompte à sanctionner les Arabes et les Musulmans ne fait-elle rien contre l'état hébreu qui possède des centaines de bombes atomiques, et qui sont une menace perpétuelle pour la région et pour le monde ?

En Syrie, le président cristallise cette conscience que la cause palestinienne est au cœur de la dignité nationale, une conscience pétrie dans le refus de l'humiliation subie chez les voisins qui sont en paix avec Israël mais que leur conscience ne laisse pas tranquilles. Car les cris des bébés et des enfants palestiniens parviennent jusqu'à eux. C'est un état qui ne plie pas devant l'hégémonie sioniste qui garantit cette dignité, payée par la perte de tout un Golan et que nul Syrien ne veut voir restitué par la trahison d'une cause sacrée. Une cause sacrée qu'une poignée d'opposants vivant à Paris et Londres promettent de fouler aux pieds en s'alliant aux terroristes pour imposer l'humiliation. Mais la voix nationaliste s'est exprimée à travers des manifestations grandioses à Damas et ailleurs, des manifestations qui montrent qu'aimer son «dictateur» peut être un droit et une fierté, si tant est bien sûr que ce président en soit un ; ce qui est absurde car le niveau économique, culturel et social de ce pays prouve le contraire.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) et le Conseil national syrien (CNS) dirigé par Bourhan Ghalioun sont représentés par des opposants installés à Paris, Londres et New York. Est-il possible que ces opposants soient représentatifs d'un pays qu'ils visitent en touristes, une ou deux fois par an ? Formé essentiellement de libéraux et d'islamistes, ils soutiennent une «Armée syrienne libre» (ASL) essentiellement constituée d'éléments d'Al Qaeda pour arriver au pouvoir ; et leur trahison les a condamnés à demeurer en exil ou à rendre des comptes comme elle a condamné les chefs politiques du parti algérien dissous à se taire à jamais ! Bourhan Ghalioun enseigne en France où il vit de manière permanente. Zuhayr Salim, un autre membre essentiel de ce CNS est un islamiste résidant à Londres qui révèle les desseins de ce courant extrémiste dans un entretien sur le blog d'opposants kurdes (KurdWatch) sous le titre sécessionniste : «En enfer l'identité syrienne ! Nous ne reconnaissons pas la Syrie». Abdel Halim Khaddam, 73 ans, ancien vice-président installé en France, a lui aussi reçu les promesses parisiennes de prendre le fauteuil de Bachar. Il se targue de moderniste mais pose en photo avec le théoricien d'Al Qaeda, l'imam Al Qardaoui dont il partage l'option ingérence. Khaddam dit que l'armée syrienne est une «armée d'occupation » et souhaite «une intervention militaire occidentale comme en Libye».

Tous les opposants basés à l'étranger soutiennent les agissements des terroristes islamistes qui s'affublent du titre d'Armée syrienne libre et dont les forfaits sont aussi barbares que ceux diligentés par le FIS en Algérie. Complice, la Ligue arabe squattée par le Qatar a proposé à Damas un «projet» qui met la charrue avant les bœufs et vise donc à donner le pouvoir aux islamistes : ses préalables sont le transfert du pouvoir du président El-Assad au profit de son vice-président, la mise en place d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'élections «libres». Adieu donc, le projet de constitution que le gouvernement est en train de rédiger avec l'opposition nationale et que les Syriens ne verront probablement jamais si les valets du Qatar prennent le pouvoir !

A.E.T

Note 1 : A. Synthèse de l'article du "*Canard Enchaîné*" par le "*Nouvel Observateur*" :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111122.OBS5105/la-dgse-va-t-elle-former-les-deserteurs-syriens.html>

B. Le témoignage du journaliste américain est dans une vidéo à cet URL :

<http://rt.com/news/syria-terrorism-cia-destabilization-863/>

Reçu de l'auteur pour publication le 14 mars 2012

Ali EL HADJ TAHAR

Vendredi 3 février 2012

Source : Le blog de l'auteur

<http://qatarways.over-blog.com/...>

4 Europe

1 France

4-1 Louis Denghien : Les Libyens n'ont pas fini de dire merci au binôme Sarkozy-Juppé.

Mercredi 14 mars 2012

Décidément, mauvaise séquence pour l'opposition radicale syrienne ! Un de ses plus fermes soutiens français, *L'Express* publie un article, mercredi 14 mars, qui met en question la militarisation et l'instrumentalisation de l'opposition à Bachar à la lumière de ce qui est en train de se passer en Libye. Et ce qui s'y passe, c'est une démonstration permanente et à grande échelle des méfaits de l'ingérence humanitaire à la sauce OTAN, et de l'irresponsabilité, en ce qui nous concerne, du tandem Sarkozy/Juppé, lequel tandem, avec l'arrogance qu'on lui connaît continue de se décerner des *satisfecit*, mois après avoir livré le pays aux radicaux islamistes du CNT.

L'Express n'y va pas par quatre chemins : « Ce qui se passe entre Tripoli et Benghazi est un cauchemar politique » ! Car, note l'hebdomadaire pourtant assez atlantiste – et très, très anti-Bachar – *« plus aucune autorité ne règne sur le pays, les milices s'entre-déchirent et le spectre de la partition menace l'unité nationale »*.

Vers une indépendance de la Cyrénaïque (et une nouvelle guerre civile) ?

Nous avons déjà entretenu les visiteurs de ce site des incidents sanglants survenu entre milices rivales à Tripoli, des révoltes de tribus du côté de l'oasis de Koufra (*voir notre article « Quelques problèmes arabes dont on ne parlera pas à Tunis », mis en ligne le 23 février*). Mais c'est vrai que depuis, il y a plus fort et plus grave : le 6 mars, les grandes tribus de l'Est, de la Cyrénaïque donc, réunies à Benghazi, berceau de la révolte anti-Kadhafi, ont proclamé l'autonomie de la province orientale de la Libye, réclamant un Etat fédéral, et même, dans les faits, confédéral, première étape vers une indépendance revendiquée à voix de plus en plus haute. Cruel ricochet politique pour le CNT installé à Tripoli, et dont les fondateurs et meneurs venaient de Benghazi ! Le CNT, dont *L'Express* s'avise soudain qu'il *« ne contrôle rien »*, a d'ailleurs vivement réagi en condamnant les *« séditeux »*. Mais c'est bien la seule réaction dont il soit capable pour l'heure, car il ne compte pas d'assez de troupes sûres pour entreprendre une éventuelle reconquête de la Cyrénaïque. Car du côté de Benghazi, justement, on ne se fait pas faute de rappeler que ce sont les combattants issus de la région qui ont été le fer de lance de la *« révolution »* (avec les avions de l'OTAN).

Pourtant, du point de vue qui est le sien, il faudrait faire rapidement quelque chose : comme l'écrit *L'Express*, c'est à présent *« toute la frontière entre la Libye et l'Egypte qui échappe maintenant au gouvernement central »*. Et, accessoirement, c'est en Cyrénaïque que se trouve les quatre-cinquièmes des réserves de pétrole et de gaz du pays.

A Tripoli, le CNT, tant vanté pour son caractère démocratique par Juppé et BHL, se réduit à un homme fort : Abdelhakim Belhadj, ancien fidèle d'Oussama ben Laden en Afghanistan. A l'heure où l'armée américaine dit à haute voix sa crainte des infiltrations d'al-Qaïda en Syrie, il n'est pas certain que Washington bouge le petit doigt pour aider le *« gouvernement »* de Tripoli.

D'autant que l'amorce de sécession de la Cyrénaïque pourrait, comme le suggère *L'Express*, décidément bien revenu de son enthousiasme pro-CNT, donner des idées à d'autres : les tribus touaregs du Sud, par exemple, restées fidèles à la personne, puis à la mémoire de Kadhafi, et qui n'aiment ni les gens de Benghazi, ni ceux de Misrata (capitale *« spirituelle »* de l'insurrection). Et les Berbères qui peuplent la région frontière avec la Tunisie pourraient se joindre au mouvement centrifuge. Bref, c'est un grand choix de chaos et de guerres civiles, avec de possibles implications des voisins, qui s'offre, grâce à Sarkozy et à l'OTAN, aux Libyens.

De la Libye à la Syrie, et du CNT au CNS...

Etonnante et rapide – et prévisible – vengeance posthume de Muammar Kadhafi : la Libye risque bien de ne pas lui survivre longtemps et ceux-là même qui l’avaient renversé, avec l’aide de l’OTAN, se retrouvent confrontés à une nouvelle dissidence de Benghazi et cette fois il n’est pas certain que le gouvernement français – ce qui ne veut plus dire forcément le gouvernement Sarkozy – ressorte ses Mirages pour les beaux yeux du CNT – vu les enjeux pétroliers on verrait bien les gouvernants français, quels qu’ils soient, prendre plutôt la défense de la nouvelle « république islamique de Cyrénaïque », à moins qu’ils ne soient devancés par les très pragmatiques et cyniques dirigeants américains et britanniques. **Ces événements sont aussi, bien sûr, un sacré démenti aux prétentions humanistes et géostratégiques de Nicolas Sarkozy et d’Alain Juppé qui, pour se refaire une virginité après leurs cafouillages égyptien et tunisien, et gagner quelques points dans les sondages français, avaient pris la tête de la croisade otanesque contre le colonel Kadhafi** : apprenti-sorciers, et incultes géopolitiques qui auraient dû bûcher un peu leurs fiches ou la page Wikipedia sur la Libye. Mais il est vrai que chez ces gens-là, on ne compte pas en mois, encore moins en années, mais en semaines médiatiques. On est presque certain en revanche qu’une éventuelle reprise de la guerre civile en Libye n’arrachera aucune remise en question à BHL, toujours très « stoïque » en ce qui concerne le sang arabe versé. Le seul aspect positif de cet immense gâchis, c’est qu’il constitue, et c’est d’ailleurs le fonds de l’article de *L’Express*, un formidable contre-exemple pour tous ceux qui rêvent – ou ont rêvé tout haut – d’une stratégie de déstabilisation et d’ingérence en Syrie. A dire vrai, les Occidentaux, s’ils n’avaient la mémoire aussi courte – et sélective – avaient déjà le précédent de l’Irak pour se faire une idée des conséquences d’une aide active et directe aux bandes armées ASL et salafistes et aux fantoches du CNS. Le CNS qui, au fait, a été reconnu parmi les premiers comme « *représentant légitime du peuple syrien* » par le CNT. Qui lui a dépêché, au fait, quelques centaines de volontaires islamistes pour étoffer les rangs de l’ASL. **Du train où vont les choses, c’est le CNS qui va devoir envoyer l’ASL au secours du CNT !**

Publié le 14 mars 2012 avec l’aimable autorisation d’Info Syrie
Louis Denghien

4-2 Mediapart : Quand Kadhafi finançait la campagne de Sarkozy via la Suisse.

Selon le site *Mediapart*, le dictateur libyen aurait financé la campagne du président français à hauteur de 50 millions. L’argent aurait transité par un compte au Panama et une banque suisse. Nicolas Sarkozy réagira-t-il à ces soupçons ce soir sur TF1?

<http://www.lematin.ch/suisse/Quand-Kadhafi-financait-la-campagne-de-Sarkozy-via-la-Suisse/story/10549347>

Dans cette affaire, le marchand d’armes Ziad Takieddine se transforme également en passeur de fonds, puisque c’est grâce à lui que 50 millions d’euros du régime Kadhafi auraient servi, en 2007, au financement de la campagne présidentielle de [Nicolas Sarkozy](#). Comme le révèle *Mediapart*, l’homme d’affaires franco-libanais ne s’est pas contenté d’organiser, en 2005 puis en 2007, les visites du président français. En relation avec Saïf al-Islam et Brice Hortefeux, alors ministre des collectivités locales, il aurait joué un rôle clé dans le transit de l’argent vers un compte à Panama mais aussi dans une banque suisse.

Mediapart appuie ses dires sur une note de synthèse versée par la police au dossier d’instruction, le 18 octobre 2011. Elle stipule: «MODALITES FIN CAMPAGNE NS REGLEES LORS DE LA VISITE LIBYE NS + BH 06.10.2005 PLUSIEURS ENTRETIENS PREALABLES ENTRE ZT ET SAIF AL ISLAM.». «NS», «BH» ET «ZT» se rapportant à Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux (actuel vice-président de l’UMP et ancien ministre français de l’Intérieur), le tableau s’éclaircit. Si l’on ignore encore quelle banque helvétique est concernée, le document précise que la société panaméenne impliquée appartient à «BH», soit Brice Hortefeux.

Confessions

Quant à la précieuse note, sa paternité revient à un témoin du dossier, Jean-Charles Brisard, ancien membre de l’équipe de campagne d’Edouard Balladur et actuel dirigeant d’une société de renseignements privée. Le contenu reprend les confessions de Didier Grosskopf, «DG», l’ancien médecin personnel de Ziad Takieddine, qui l’a accompagné à plusieurs reprises en Libye, pour y soigner des membres de la famille Kadhafi.

Cette version rejoint les dires de Mouammar Kadhafi qui, deux jours avant l'intervention militaire de la «coalition» en Libye, s'était lâché sur Euronews: «Il faut que Sarkozy rende l'argent qu'il a accepté de la Libye pour financer sa campagne électorale, avait-il dit. C'est nous qui avons financé sa campagne, et nous en avons la preuve. Nous sommes prêts à tout révéler».

Le principal intéressé, présidentiable, devrait réagir à cette information ce soir sur TF1 dans l'émission politique *Parole de candidat*. (Newsnet)

Info Syrie

<http://www.infosyrie.fr/...>

2 Russie

IRIB : Moscou et Pékin : [Les tactiques de l'Otan constituent une violation des résolutions onusiennes.](#)

La Russie, la Chine, l'Afrique du Sud et l'Inde considèrent que les tactiques employées par l'Otan en Libye constituent une violation des résolutions onusiennes. A un moment où la France et la Grande Bretagne et l'Allemagne estiment que leur action était légale, Amnesty International, qui est en train de mener une enquête sur le massacre des dizaines de civils, sous les bombardements aériens de la Libye, a souligné que des familles de victimes devront être indemnisées. Amnesty International dit disposer des documents sur le massacre de 55 civils, dont 16 enfants et 4 femmes, tués, au cours des raids aériens menés contre Tripoli, Zelitane, Syrte, et Brega. Les raids aériens qui ont joué un rôle clé dans le renversement de Mouammar Kadhafi, ont suscité des divergences de vue profondes au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU.

19/03/2012

IRIB

[La Russie soutient l'enquête sur les crimes de l'Otan.](#)

La Russie a soutenu lundi l'appel d'Amnesty International à l'Otan à enquêter sur la mort de civils tués par erreur dans ses frappes aériennes en Libye. "Nous confirmons la nécessité d'enquêter sur tous les crimes commis au cours du conflit libyen, par toutes les parties, y compris sur tous les cas de la mort de civils dans les frappes de l'OTan", a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. "C'est surtout important compte tenu du fait que l'opération de l'Otan a été effectuée avec des violations sérieuses du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU", selon la même source. Amnesty International a appelé lundi l'Otan à enquêter sur la mort de "dizaines de civils" tués par erreur dans ses frappes aériennes l'année dernière en Libye et à dédommager les proches des victimes.

IRIB

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19